



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation économique

Question au Gouvernement n° 1582

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE

Mme la présidente . La parole est à M. Patrick Hetzel.

M. Patrick Hetzel . Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique. Avant même que n'éclate une nouvelle crise au Moyen-Orient, nous avons déjà enregistré un triste record : 70 000 défaillances d'entreprises, un nombre supérieur à celui de l'après-crise financière de 2008. Derrière ces chiffres, il y a des artisans, des commerçants, des PME industrielles, des entreprises familiales, des salariés, des apprentis, et des territoires entiers qui vivent de ces entreprises.

Nous voyons aujourd'hui pointer une nouvelle menace : la flambée du coût de l'énergie. Quand le prix du carburant augmente, ce sont les transporteurs, les agriculteurs, les artisans, les entreprises du bâtiment qui le paient immédiatement. Quand les cours de l'électricité et du gaz remontent, ce sont nos boulangers, nos industriels, nos restaurateurs, nos PME qui voient leurs marges disparaître.

Vous avez annoncé des aides ciblées pour certains secteurs. Cela va naturellement dans le bon sens, mais toutes les entreprises sont frappées par cette inflation énergétique. L'énergie est devenue un impôt invisible pour l'activité économique, qui pèse sur la production, la logistique, les trésoreries et la compétitivité. Pour nombre d'entreprises, il s'agit désormais de savoir si elles pourront continuer à produire, à embaucher, à investir, parfois simplement à tenir jusqu'à la fin du mois. Ces coûts s'ajoutent à d'autres charges qui les pénalisent déjà face à leurs concurrents internationaux, telles que le poids des normes, le coût du travail, le niveau des impôts de production.

Vous le savez, les députés de mon groupe sont convaincus que le redressement du pays passera par une rupture susceptible de replacer au centre de notre modèle économique le travail, le mérite et la création de richesses. Nous devons amorcer un grand mouvement de libération de nos entreprises en assumant de supprimer les normes, les impôts et les contraintes qui les étouffent. Ce sera l'un des enjeux de la prochaine élection présidentielle. D'ici là, quelle réponse proposerez-vous pour que la crise actuelle ne se transforme pas en une nouvelle vague de faillites et de destructions d'emplois ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Sébastien Chenu . Et de la hausse des taxes et de l'essence chère !

M. Roland Lescure, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique* . Vous avez raison, 70 000 défaillances d'entreprise, c'est énorme, mais je préciserai d'abord qu'elles

sont compensées par un niveau inédit de créations d'entreprises – on en compte 1,2 million de nouvelles.

M. Sébastien Chenu . N'importe quoi !

M. Roland Lescure, ministre . C'est un des succès de l'économie française.

M. Sébastien Chenu . Tu parles d'un succès !

M. Roland Lescure, ministre . Comme vous l'avez rappelé, nous accompagnons les ménages, les entreprises, les secteurs, en suivant une seule boussole : le travail. Nous devons accompagner les entreprises qui sont en première ligne. Vous avez mentionné certains des secteurs pour lesquels nous avons déjà annoncé des aides : les transporteurs routiers, les agriculteurs, les pêcheurs, et tant d'autres. Comme cela a été annoncé la semaine dernière, nous souhaitons étendre ces dispositifs aux secteurs industriels les plus affectés – je sais que vous y êtes sensible. La chimie et la production d'engrais sont ainsi deux industries très intensives en énergie qui sont directement frappées alors qu'elles faisaient déjà face à des vents contraires.

S'agissant des normes, que vous avez mentionnées, nous devons d'abord nous assurer à Bruxelles que l'on puisse alléger le fardeau. Sébastien Martin combat pour s'assurer, en ce qui concerne notamment les trajectoires carbone, que les paramètres seront modifiés afin de ne pas amplifier la crise par des normes excessives qui nous viendraient de Bruxelles.

M. Philippe Ballard . Des normes excessives qui viendraient de Bruxelles ? Du jamais-vu !

M. Roland Lescure, ministre . De plus, nous souhaitons accompagner les industries à court terme, par le versement d'aides spécifiques – c'est un peu technique, mais dans le cadre des trajectoires carbone, nous pourrions accompagner les industries placées en première ligne.

Je l'ai déjà dit dans ma réponse à la question précédente, mais l'électrification est essentielle pour projeter l'industrie dans l'avenir. Qu'il s'agisse de l'industrie automobile, de celle de l'acier ou des engrais, on doit pouvoir décarboner nos industries tout en les rendant compétitives. C'est le défi qui nous attend pour les prochains mois et les prochaines années. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.)*

Données clés

Auteur : [M. Patrick Hetzel](#)

Circonscription : Bas-Rhin (7^e circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1582

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 mai 2026